

Le Brésil: temps de ruses et de subterfuges



La présidente du Brésil, Dilma Rousseff, avait demandé du calme et de la prudence après l'annonce hier de la décision du président par intérim de la Chambre des députés, Waldir Maranhao , d'annuler le vote réalisé au sein de cet organe législatif, favorable à l'ouverture d'un procès politique contre elle. Elle avait averti que le pays vit une époque de ruses et de subterfuges.

Très peu d'heures se sont écoulées avant que l'on puisse constater combien elle avait raison. Aujourd'hui au petit matin Maranhao a fait volte en arrière en annonçant qu'il revenait sur sa décision d'hier et qu'il donnait le feu vert au procès de destitution de la chef d'état

Hier, avait créé la surprise en annonçant soudainement qu'il acceptait le recours présenté par la défense de Dilma Rousseff où sont démontrées les multiples irrégularités commises durant la séance du 17 avril lorsque il a été décidé d'envoyer au Sénat, la demande d'ouverture d'un procès contre Dilma accusée d'un prétendu crime de responsabilité, sans avoir donné aucune preuve juridique appuyant cette accusation.

Après ce vote, d'autres irrégularités ont été dénoncées. Par exemple le fait que nombreux des députés ont exprimé en public leur décision de condamner Dilma, avant même d'avoir entendu la défense, ce qui est une violation flagrante des normes parlementaires.

L'annulation du vote des députés ouvrait certes la voie à un scénario compliqué. Comme l'avait averti la

présidente, les promoteurs du coup n'allaient pas rester les bras croisés.

C'est ainsi par exemple que le président du Sénat, Renán Calheiros, a décidé de ne pas reconnaître cette mesure et de continuer avec les préparatifs du procès politique.

Le coup parlementaire poursuit son cours, lorsque tout semble indiquer que Maranhao a plié les genoux face aux menaces d'expulsion du Parti Progressiste. Il ne veut pas non plus perdre son mandat à la Chambre des députés.

Les fronts Brésil Populaire et Peuple sans peur réalisent aujourd'hui des mobilisations et des grèves dans plusieurs coins du pays face à la gravité du scénario politique et à l'avancée des forces putschistes.

Ces deux organisations ont réalisé aussi des assemblées et des débats sur le sort des droits sociaux et des droits des travailleurs si le vice président Michel Temer, qu'ils accusent de traître arrive au pouvoir.

Plus qu'un coup contre le gouvernement de Dilma

Rousseff, élue par plus de 54 millions de citoyens c'est un coup contre les conquêtes du peuple brésilien, exprimées dans la Constitution Fédérale de 1988-signalait le texte de convocation.

Des groupes de paysans ont occupé une ferme propriété de Temer pour protester contre sa participation dans ce coup parlementaire.

Rappelons que le vice président a quitté la coalition au gouvernement avec le Parti des Travailleurs et il a exigé aux ministres de son parti de démissionner de leurs postes, alors que lui, il est resté dans son poste, dans l'attente de succéder Dilma si elle est séparée de la présidence.

Dans un scénario qui change chaque jour, y compris en quelques heures, une mobilisation populaire est nécessaire pour défendre la démocratie et garantir la stabilité du pays. On n'a pas permis au gouvernement de travailler calmement, de faire face aux conséquences d'une conjoncture économique globale adverse. On le rend cependant responsable des problèmes auxquels le pays est confronté.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/93017-le-bresil-temps-de-ruses-et-de-subterfuges>



Radio Habana Cuba